



Allemagne : comment l'extrême droite infiltre le monde du travail

Conséquences de la mobilisation et des succès électoraux de l'extrême droite sur les instances de représentation des salariés en Allemagne

BJÖRN ALLMENDINGER

Octobre 2018

- Que ce soit au niveau fédéral ou dans les Länder, le parti d'extrême droite *AfD* s'est durablement installé dans le système parlementaire allemand. En se saisissant de la question sociale, il enregistre une forte progression dans le vote ouvrier et redéfinit des lignes de conflit politiques en fonction d'une logique populiste qui associe dé-classement social et ressentiment xénophobe.
- Les mouvements populistes et de la droite identitaire, constitués en réseau ayant des liens étroits avec l'*AfD*, tentent d'infiltrer le milieu ouvrier et syndical. Cette stratégie délibérée a récemment pris la forme d'une campagne médiatique visant à concurrencer les syndicats traditionnels lors des dernières élections professionnelles de 2018. Le syndicat d'extrême droite Zentrum Automobil, a ainsi obtenu des mandats dans les comités d'entreprises de certaines usines de la région de Stuttgart ou de Leipzig.
- Face à cette stratégie et aux tentatives d'intimidation et de provocation de l'extrême droite, une mobilisation des délégués du personnel et des salariés sur le terrain est nécessaire. Avec le soutien des syndicats et leurs programmes de formation, c'est par la confrontation directe avec les agitateurs populistes et le dialogue quotidien au sein de l'entreprise que pourra naître un socle de valeurs communes susceptible de contrarier l'essor des idées populistes d'extrême droite.

A l'issue des élections législatives de septembre 2017, le parti *AfD* « Alternative pour l'Allemagne¹ » a fait son entrée au Bundestag en tant que troisième plus grand groupe politique, atteignant le score de 12,6%. Le parti ayant également conquis des sièges au Landtag de Basse-Saxe (avec un score cependant bien plus modeste de 6,2%), l'*AfD* est désormais représentée dans 14 parlements régionaux. Dans les Länder de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale et de Saxe-Anhalt, tous deux situés dans l'Est du pays, l'*AfD* s'est même hissée au rang de deuxième force politique derrière les deux grands partis traditionnels, respectivement le *SPD* et la *CDU*. Dans la perspective des prochaines élections en Bavière et en Hesse, il est tout à fait probable que l'*AfD* parvienne de nouveau à franchir la barre des 5% et à s'installer ainsi dans les deux derniers parlements régionaux qui ne comptaient pas encore de députés d'extrême droite. Quoi qu'il en soit, une chose est d'ores et déjà sûre : pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale d'Allemagne, un parti d'extrême droite a réussi à s'ancre dans le système parlementaire. C'est pourquoi il est d'autant plus urgent d'analyser les dessous et les caractéristiques de ces succès électoraux, afin d'identifier des stratégies permettant de contrer son action, tout particulièrement dans le monde du travail. Depuis un certain temps, les forces d'extrême droite tentent en effet de prendre pied dans les entreprises via leur rhétorique « anti-élites » et d'y saper la prétendue domination des syndicats « de gauche ». Cette stratégie était particulièrement manifeste lors des élections des comités d'entreprise de 2018 au cours desquelles le syndicat d'extrême droite « Centre automobile² » a su attirer l'attention médiatique et même fini par faire élire ses représentants dans quelques grandes entreprises.

Les électeurs potentiels des partis d'extrême droite en Allemagne

Le vote d'extrême droite était déjà présent chez les ouvriers, les chômeurs et un certain nombre de syndicalistes avant l'émergence de l'*AfD*. Il suffit de citer l'exemple du « Parti de l'offensive pour l'État de droit³ », aussi appelé « Parti Schill⁴ », qui avait enregistré un score de 19,4%

à Hambourg en 2001. À l'époque, 29% des ouvriers, 18% des chômeurs et pas moins de 19% des syndicalistes avaient voté pour le parti du « défenseur de l'ordre public », Ronald Barnabas Schill, surnommé « le juge impitoyable » par la presse à sensation. Tout comme le Parti Schill, qui avait assez rapidement perdu en influence après les élections législatives locales de Hambourg et fini par se dissoudre en 2007, l'*AfD* a réussi à enregistrer d'immenses succès électoraux auprès des groupes d'électeurs cités plus haut lors des scrutins régionaux de 2016. En Saxe-Anhalt par exemple, le parti avait rassemblé 35% du vote ouvrier et jusqu'à 36% des voix des chômeurs. Cette tendance s'est confirmée lors des élections au Bundestag : au niveau fédéral, 21% des ouvriers et 22% des chômeurs ont fait le choix de l'*AfD*. Constat non moins préoccupant : un total de 15% de syndicalistes ont voté pour les populistes d'extrême droite réunis autour des figures de proue du mouvement, Alexander Gauland et Alice Weidel. Dans l'Est de l'Allemagne, cette part a même pu atteindre 22%.

Il est intéressant de noter ici que seuls 10% des femmes syndicalistes se sont prononcées pour l'*AfD* au cours des dernières élections au Bundestag (contre un taux bien plus élevé chez les hommes, s'établissant à 18%). Ces écarts hommes-femmes sont tout à fait représentatifs du parti, puisqu'une moyenne de 15% des hommes ont voté *AfD* contre une moyenne de 9% chez les femmes. Par ailleurs, les résultats électoraux du parti varient d'une région à l'autre. Ainsi, les taux d'approbation de l'*AfD* étaient nettement supérieurs dans l'Est de l'Allemagne avec 21,9%, contre 10,7% dans l'Ouest. Il ne faut cependant pas en déduire que l'*AfD* est avant tout un parti des Allemands de l'Est. Dans le Bade-Wurtemberg, l'un des principaux pôles industriels dans l'Ouest de l'Allemagne, l'*AfD* avait réalisé un score de 15,1% lors des élections régionales, atteignant même 15,7% parmi les syndicalistes, et ce malgré un taux de chômage bas et des carnets de commande fournis (deux facteurs régulièrement avancés pour expliquer le vote d'extrême droite). Dans le cadre des élections au Bundestag, c'est au sein du groupe des 35-44 ans que l'*AfD* a obtenu ses meilleurs résultats (16%), alors que ses scores les plus bas se situent dans le groupe des jeunes adultes (10%), ainsi que celui des électeurs de plus de 70 ans (7%).

En Allemagne, tout comme dans le reste de l'Europe, l'extrême droite parvient depuis quelques années à mobiliser les électeurs masculins du milieu ouvrier. Dans de

1. *Alternative für Deutschland*

2. *Zentrum Automobil*

3. *Partei Rechtsstaatliche Offensive*

4. *Schill-Partei*

nombreux pays, les partis d'extrême droite ont même réussi le tour de force de s'implanter dans des bastions de gauche et de se donner l'apparence d'un « nouveau parti ouvrier ». Cependant, les succès électoraux de l'extrême droite ne sont pas uniquement dus à un vote contestataire de la part d'électeurs frustrés, généralement qualifiés de « perdants de la mondialisation », quoique les taux d'approbation parmi les chômeurs et le fossé grandissant entre les « gagnants » et les « perdants » de la mondialisation puissent le laisser croire. Les partis d'extrême droite ciblent sciemment les craintes des « classes moyennes inférieures, menacées par la paupérisation » (Müller, 2016, p. 29), associant cette peur du déclin social au ressentiment xénophobe. C'est pourquoi ces partis revendiquent, entre autres, des mesures visant à protéger les entreprises nationales et les dispositifs de sécurité sociale, à limiter la libre circulation des travailleurs, à renforcer les contrôles aux frontières extérieures ou encore à interdire toute forme de délocalisation d'activités à l'étranger. Ainsi, Bischoff et al. (2015, p. 113) constatent, en se basant sur l'exemple du *Front national*, désormais appelé *Rassemblement national*, que « la vision du monde de l'entreprise et de l'économie » véhiculée par ces partis est « corporatiste et nationaliste ». Ces derniers considèrent généralement que les inégalités sociales sont causées par « les étrangers » (les réfugiés), « le système » (l'Union européenne), « les élites » (les responsables politiques, mais aussi les délégués du personnel et les permanents syndicaux, par exemple), ou encore « l'assistantat » (les bénéficiaires des aides sociales). « La nouvelle question sociale en Allemagne », pour reprendre l'expression de Björn Höcke, l'une des figures de proue de l'aile *völkisch*⁵-nationaliste de l'*AfD* qui avait qualifié le mémorial de l'holocauste de Berlin de « monument de la honte » en 2017, trouve une réponse nationaliste et populiste : la ligne de fracture n'est plus tracée entre les riches et les pauvres, entre le sommet de la pyramide et la base (conflit de classes aux intérêts divergents), mais entre l'intérieur et l'extérieur, c'est-à-dire entre « un peuple moralement pur et homogène » d'un côté, et « les élites immorales, corrompues et parasites » de l'autre (Müller, 2016, p. 42). En définitive, ce nouveau clivage revient à distinguer les travailleurs selon des critères *völkisch* qui font de l'appartenance à une « communauté nationale » (quelle qu'en soit la définition) un facteur déterminant de l'accès à l'emploi ou aux prestations sociales.

5. Terme à l'intersection des notions de patrie, de pays d'origine, de chez soi, de refuge et de terre natale, N.d.T.

« Deviens délégué du personnel » : la campagne d'extrême droite lors des élections des comités d'entreprise de 2018

À l'automne 2017, le réseau de campagne d'extrême droite « Un pourcent pour notre pays », couramment abrégé en « Un pourcent »⁶ avait lancé une campagne fédérale à l'occasion des élections des comités d'entreprise prévues pour 2018, sous le slogan « Deviens délégué du personnel »⁷, en coopération avec le magazine *COMPACT* de la mouvance Nouvelle Droite et le syndicat *Zentrum Automobil*⁸ qui se définit comme un « syndicat patriote ». Ce réseau, souvent présenté comme une ONG de la Nouvelle Droite ou comme une plateforme de mise en réseau, est actif dans le paysage médiatique depuis novembre 2015, mais n'a pris la forme d'une véritable entité juridique qu'à partir du moment où il s'est constitué en association en février 2016. Le cercle de fondateurs du réseau « Un pourcent » comptait de nombreuses figures de proue de la Nouvelle Droite, notamment Götz Kubitschek, l'éditeur d'extrême droite et cofondateur de « l'Institut pour la politique d'État »⁹ de la Nouvelle Droite, ou encore Jürgen Elsässer, ancien journaliste de gauche devenu rédacteur en chef du magazine *COMPACT*, connu pour ses contenus haineux et considéré comme l'un des organes majeurs de la Nouvelle Droite en Allemagne. Le réseau de campagne d'extrême droite est par ailleurs soutenu par Hans-Thomas Tillschneider, député *AfD* au Landtag de Saxe-Anhalt et porte-parole du courant *völkisch*-nationaliste du parti, la « Plateforme patriotique »¹⁰. En outre, le réseau entretient des liens étroits avec la Mouvement Identitaire allemande et autrichienne. Les fonds des différents projets et campagnes viennent majoritairement du financement participatif et des dons. Le réseau « Un pourcent » sert d'interface aux différents acteurs et organisations de la Nouvelle Droite

6. *Ein Prozent für unser Land*: Selon ses créateurs, ce nom devait refléter l'idée fondatrice derrière le réseau : pour atteindre ses objectifs, à savoir réaliser la transformation structurelle de la société allemande, il lui suffirait d'obtenir le soutien d'un pourcent des Allemands.

7. D'une certaine manière, la campagne « Deviens délégué du personnel » renvoyait à une campagne similaire datant du début de l'année 2016, à travers laquelle « Un pourcent » avait appelé ses sympathisants à surveiller la tenue des élections régionales au Landtag du Bade-Wurtemberg, de Saxe-Anhalt et de Rhénanie-Palatinat et de signaler toute éventuelle irrégularité, le tout sous le slogan « Tiens Merkel à l'œil : deviens observateur électoral ! » (aussi abrégé en « Deviens observateur électoral ! »).

8. *Zentrum Automobil*

9. *Institut für Staatspolitik*

10. *Patriotische Plattform*

en Allemagne, de « l'Institut pour la politique d'État », qui se veut être un think-tank de la Nouvelle Droite, en passant par l'AfD et la Mouvance Identitaire, jusqu'au lectorat du magazine *COMPACT* et aux organisateurs du mouvement *PEGIDA* « Les Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident¹¹ ». Le mouvement *PEGIDA* a acquis une notoriété internationale en tant qu'organisation xénophobe anti-islam, appelant à des manifestations tous les lundis à Dresde depuis 2014. Par le passé, les prétendues « promenades du soir » de *PEGIDA* ont réuni jusqu'à 25 000 personnes.

Le coup d'envoi de la campagne d'extrême droite « Deviens délégué du personnel » a été donné lors d'une conférence organisée par le magazine *COMPACT* le 25 novembre 2017 à Leipzig¹², sous le titre « S'opposer, c'est résister¹³ ». Outre Björn Höcke et Jürgen Elsässer, la liste des orateurs comptait également Martin Sellner, l'un des leaders de la Mouvance Identitaire en Autriche et en Allemagne, Lutz Bachmann, le cofondateur de *PEGIDA* avec plusieurs antécédents judiciaires à son actif, ainsi qu'Oliver Hilburger du syndicat d'extrême droite *Zentrum Automobil*.¹⁴ Les différentes prises de parole laissaient alors déjà entrevoir l'objectif d'organiser une campagne d'extrême droite à l'occasion des élections de comité d'entreprise. Björn Höcke, par exemple, avait souligné sa volonté de « défendre contre les forces destructrices du capitalisme prédateur les acquis sociaux de plus de 150 ans de lutte ouvrière » (cité dans Tappe/Link, 2018). Jürgen Elsässer, quant à lui, avait déclaré : « Nous voulons ouvrir un nouveau front de résistance en Allemagne. Ce front se situera dans les entreprises. Nous combinerons le patriotisme à notre engagement pour les travailleurs

et les personnes les plus vulnérables dans notre pays » (*ibid*)¹⁵.

Dès janvier 2018, « l'Institut pour la politique d'État » de Halle-sur-Saale avait organisé un événement intitulé « Le mouvement patriotique a-t-il besoin des syndicats ? ». Le nombre de participants, cependant, s'est avéré modeste : seulement 30 personnes avaient répondu à l'invitation, pour la plupart issues de la Mouvance Identitaire et de réseaux de la Nouvelle Droite. Cet exemple montre clairement que la campagne des élections des comités d'entreprise n'était qu'un moyen d'atteindre un public cible. À peu près au même moment, *Zentrum Automobil* organisait un premier séminaire de formation pour délégués du personnel « de l'opposition » et annonçait de nouveaux séminaires pour les mois suivants, mais ces derniers n'ont toujours pas eu lieu à ce jour. En outre, 60 000 exemplaires d'un journal de campagne intitulé « Syndicat alternatif¹⁶ » avaient été tirés et distribués. Dans le même ordre d'idée, on notera également les apparitions d'Oliver Hilburger (du syndicat *Zentrum Automobil*) lors de la manifestation *PEGIDA* du 19 février 2018 à Dresde et lors d'un rassemblement de l'AfD le 30 avril 2018 à Zwickau : ces deux exemples illustrent de façon symptomatique les liens étroits que *Zentrum Automobil* entretient avec les mouvements d'extrême droite allemands, qu'ils soient représentés dans les parlements ou non, avec les dangers qui pourraient résulter de ce conglomérat lors de futures élections de comité d'entreprise.

Zentrum Automobil : les succès électoraux des listes d'extrême droite aux élections de comité d'entreprise

Zentrum Automobil a été fondé en 2009 sous la forme d'une association et a obtenu dès l'année suivante deux sièges au sein du comité d'entreprise de l'usine mère de Daimler, à Stuttgart Untertürkheim. Quatre ans plus tard, le syndicat parvenait à obtenir deux sièges supplémentaires, de sorte qu'à l'époque, 4 des 45 mandats étaient issus de la liste d'extrême droite. *Zentrum Automobil* se

11. *Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes*

12. De premières actions ponctuelles dans le cadre de la campagne « Deviens délégué du personnel » ont pu être observées en amont : le 30 août 2017, *Zentrum Automobil* menait une opération de distribution de tracts devant l'usine BMW de Leipzig ; deux jours plus tard, avait lieu un événement pour délégués du personnel dans la banlieue de Stuttgart (manifestation qui avait apparemment rassemblé des salariés d'Audi, Volkswagen, Daimler, BMW et d'AMG), avec Jürgen Elsässer comme orateur principal.

13. *Opposition heißt Widerstand*

14. Frank Neufert, représentant de la *Interessengemeinschaft Beruf und Familie* (« Groupe d'intérêts pour l'emploi et la famille ») de l'usine BMW de Leipzig était également présent. Derrière la liste des membres du groupe d'intérêts se cache en réalité *Zentrum Automobil*. Frank Neufert est membre de l'AfD depuis 2013 et représente le parti au conseil municipal du district de Zwickau. En décembre 2017, il a été élu porte-parole fédéral adjoint du groupe d'intérêts interne au parti, *Arbeitnehmer in der AfD* (AidA, « Travailleurs dans l'AfD »).

15. L'élément central de cette campagne d'extrême droite est la négation du conflit opposant le capital au travail et la propagation rampante d'une sorte de communauté d'entreprise composée du chef d'entreprise et de sa suite. Selon ce fantasme, les travailleurs devraient toujours coopérer avec leurs supérieurs de manière pacifique et dans l'intérêt de l'entreprise, aligner les conflits sociaux en priorité sur le bien-être général du personnel et les subordonner à l'intérêt national.

16. *Alternative Gewerkschaft*

présente comme un « syndicat patriotique » qui veut briser la situation de monopole des syndicats traditionnels de gauche. Les représentants de *Zentrum Automobil* reprochent au syndicat *IG Metall* d'agir uniquement dans le sens de l'*establishment* et d'avoir trahi les simples ouvriers. Oliver Hilburger, machiniste de formation et salarié de Daimler depuis plus de 30 ans, est considéré comme le leader de *Zentrum Automobil*. Avant sa carrière au sein de *Zentrum Automobil*, Hilburger était adhérent de la *CGM*, « Syndicat chrétien des travailleurs du métal¹⁷ », puis membre du bureau régional de ce dernier. C'est via la liste du *CGM* qu'il a pu intégrer le comité d'entreprise de Daimler pour la première fois en 2006. Cependant, dès 2007, Hilburger est contraint de démissionner, le comité ayant eu connaissance de son appartenance au groupe de musique néonazi « Nouvelles valeurs¹⁸ », un groupe fondé en 1987 et entretenant des liens étroits avec le réseau d'extrême droite « Sang et honneur¹⁹ ». Les chansons du groupe, qui devait se séparer en 2010 après plus de 20 ans d'existence, étaient également apparues dans les premières versions de la vidéo de revendication du groupe terroriste néonazi *NSU*, « Parti national-socialiste souterrain²⁰ », comme accompagnement musical de la série de meurtres que présentait la vidéo. En tant qu'ancien bassiste et guitariste du groupe, Oliver Hilburger a d'ailleurs été auditionné par la commission d'enquête du Bade-Wurtemberg chargé de l'affaire *NSU*, en novembre 2017. Aujourd'hui, Hilburger décrit ses années d'activité au sein de *Noie Werte* comme une « erreur de jeunesse ».

Oliver Hilburger n'est pas le seul membre de *Zentrum Automobil* à traîner derrière lui un passé encombrant. Thomas Scharfy, membre du conseil d'administration du syndicat et administrateur de son site internet, gérait de nombreuses messageries d'extrême droite, connues dans toute l'Allemagne dans les années 1990, telles qu'Empire BBS. Il entretenait par ailleurs des liens étroits avec le

site internet d'extrême droite Thule-Netz. Sascha Woll, membre du bureau de *Zentrum Automobil*, était marié à une ancienne responsable du parti d'extrême droite NPD et était actif au sein du groupe d'extrême droite « Les Croisés pour l'Allemagne²¹ », dans les années 1990 à Stuttgart. Hans Jaus, trésorier du syndicat, fut membre et trésorier fédéral de l'organisation de jeunesse néonazie « Jeunesse viking²² », jusqu'à ce qu'elle soit interdite en 1994 en raison de son idéologie nationale-socialiste. Tobias Gerstner enfin, candidat « tête de liste » de *Zentrum Automobil* à l'usine Daimler de Raststatt, a pendant des années fait partie du groupe d'extrême droite « Camaraderie de Raststatt²³ » et aurait également participé à l'organisation de concerts néonazis au restaurant Rössle à Rheinmünster-Söllingen.

En dépit de ces multiples connexions avec le milieu d'extrême droite révélées par les médias, *Zentrum Automobil* a réussi à obtenir des mandats dans plusieurs comités d'entreprise lors des élections de 2018, organisées de début mars à fin mai. À l'usine Daimler de Stuttgart-Untertürkheim, 1 844 salariés ont voté pour la liste de *Zentrum Automobil*, comptant au total 187 candidats. Seul *IG Metall* a pu réunir davantage de voix. Cela s'est traduit par un pourcentage de voix de 13,2 %, de sorte que le syndicat d'extrême droite de Hans Jaus, Thomas Scharfy et Oliver Hilburger s'est vu attribuer 6 sièges sur 47 au total, soit à nouveau 2 mandats de plus que lors des élections de 2014. *Zentrum Automobil* a également obtenu de bons scores dans les usines Daimler de Stuttgart-Sindelfingen (3,4 %, 2 sièges dans le comité d'entreprise) et de Raststatt (8,5 %, 3 sièges), chez le constructeur automobile Opel à Rüsselheim (5 %, 1 siège), chez la Stihl AG à Waiblingen (9,2 %, 2 sièges), ainsi qu'à Leipzig dans les usines BMW (12,9 %, 4 sièges) et Porsche (6 %, 2 sièges). Au total, *Zentrum Automobil* a ainsi acquis 19 mandats au sein de 7 entreprises, correspondant à un pourcentage fédéral d'environ 0,01 %. Rapporté aux 180 000 mandats à pourvoir dans 28 000 entreprises dans toute l'Allemagne, le résultat obtenu par *Zentrum Automobil* semble pourtant insignifiant.²⁴

17. *Christliche Gewerkschaft Metall*

18. *Noie Werte*

19. *Blood and Honour*

20. *Nationalsozialistischer Untergrund*: Le trio que formaient Uwe Mundlos, Beate Zschäpe et Uwe Böhnhardt a perpétré de nombreux assassinats et braquages de banques au cours des années 1990, depuis sa cachette dans le « monde souterrain », selon l'expression choisie par le *NSU* lui-même. Ce n'est qu'en novembre 2011 que l'organisation terroriste a été découverte : après un nouveau braquage de banque, Böhnhardt et Mundlos se suicident pour échapper à une arrestation imminente. Leur complice, Beate Zschäpe, met ensuite feu à la cachette du groupe à Zwickau et se rend à la police quelques jours plus tard. En août 2018, elle est condamnée à la prison à perpétuité pour son implication dans dix assassinats.

21. *Kreuzritter für Deutschland*

22. *Wiking-Jugend*

23. *Kameradschaft Raststatt*

24. En comptant ne serait-ce que les secteurs industriels dans lesquels *IG Metall* est représenté, environ 11 000 entreprises avaient organisé des élections, avec près de 78 000 mandats à attribuer.

La sphère d'influence du syndicat d'extrême droite et de ses différentes branches est restée limitée à une région et à un secteur industriel. Le déficit de structures organisationnelles et d'effectifs interdit de parler d'une mobilisation à grande échelle. Il s'agit d'un « phénomène marginal », comme l'a souligné Jörg Hofmann, secrétaire général d'*IG Metall*. Néanmoins, il ne faut pas commettre l'erreur de sous-estimer la portée symbolique de ces résultats électoraux. Dans l'usine Daimler de Stuttgart-Untertürkheim, désignée par l'extrême droite comme site modèle ou encore comme projet pilote de la campagne « Deviens délégué du personnel », *Zentrum Automobil* a de nouveau pu accroître son pourcentage de voix, et ce malgré la parution de nombreux articles à ce sujet et une campagne d'information interne à l'entreprise révélant le passé trouble des dirigeants du syndicat et leurs convictions d'extrême droite. Sur le site de l'entreprise et dans ses environs, les représentants de *Zentrum Automobil* ont évité tout discours raciste ou trop explicitement extrémiste²⁵, se présentant essentiellement comme les défenseurs des préoccupations et des besoins des travailleurs. André Kaufmann, ancien superviseur des opérations de l'usine Daimler de Stuttgart-Untertürkheim et secrétaire syndical d'*IG Metall*, décrit la stratégie de *Zentrum Automobil* en ces termes :

« Lors de leurs rondes, ils relèvent plutôt les petits problèmes, comme la vérification d'une classification, par exemple. Les choses simples, ils aiment s'en occuper eux-mêmes pour pouvoir s'en vanter, mais les actions compliquées, ils les laissent à l'IGM-BR [IG Metall et le comité d'entreprise], lorsque le département des ressources humaines dit non, par exemple. Ou alors ils disent : « Oui, j'aurais aimé imposer tel changement, mais le comité d'entreprise ou IG Metall m'en ont empêché ». De la démagogie facile, parfois assortie de messages politiques. » (cité dans EXPRESS, 2018)

Dans l'ensemble, toutefois, *Zentrum Automobil* n'est pas près de menacer la prédominance du *DGB*, « Confédération allemande des syndicats²⁶ » et d'*IG Metall*, contrairement à ce que certains représentants de l'organisation d'extrême droite ont pu affirmer dans leur propagande

25. Cette réticence à faire des déclarations politiques est de nature stratégique : selon le parag. 104 de la loi allemande relative à l'organisation sociale des entreprises (BetrVG), le comité d'entreprise peut demander à l'employeur de licencier ou de transférer un salarié si ce dernier a gravement perturbé la paix sociale de l'entreprise à plusieurs reprises par « des agissements racistes ou xénophobes ».

26. *Deutsche Gewerkschaftsbund*

électorale. L'exemple de l'usine Daimler de Stuttgart-Untertürkheim en est la preuve. En effet, *IG Metall* a également pu y gagner 3 sièges supplémentaires, obtenant ainsi 37 des 47 mandats du comité d'entreprise et renforçant significativement sa position au sein de la société.²⁷ Il en va de même pour l'usine Daimler de Sindelfingen, où *IG Metall* a de nouveau obtenu une nette majorité avec 46 sièges sur 59. À titre de comparaison, la liste de *Zentrum Automobil* n'a pu remporter que 108 des 6 626 suffrages exprimés au siège de Daimler à Stuttgart, manquant ainsi de loin l'accès au comité d'entreprise du siège.

Marquer sa différence et oser s'opposer

Nombreux sont les travailleurs à être attirés par les slogans populistes d'extrême droite et par les invectives lancées contre les représentants syndicaux ou les responsables politiques des grands partis traditionnels. Ils ont peur de la précarité de l'emploi, du chômage et du déclassement social. À leurs yeux, l'*AfD* et les « syndicats » alternatifs comme *Zentrum Automobil* sont les seuls qui s'engagent encore pour faire entendre la voix des « petites gens ». Seuls quelques-uns d'entre eux semblent cependant avoir conscience que la politique sociale et la politique de l'emploi de l'*AfD* s'accompagne principalement de propos racistes et s'aligne sur le credo « Du travail pour les Allemands d'abord », slogan avec lequel le parti d'extrême droite *NPD* avait déjà fait campagne. En outre, il convient de rappeler que l'*AfD* poursuit essentiellement des objectifs néolibéraux hostiles aux travailleurs ; derrière certaines revendications de justice sociale clamées dans la sphère publique se cachent ainsi stratégie et calculs électoraux.

L'*AfD* cherche délibérément la confrontation avec des organisations et des partis ancrés dans la tradition du mouvement ouvrier. Le slogan « Le nouveau rouge des travailleurs est le bleu » en est un parfait exemple. Diffusé par le groupe d'intérêts *AidA* (« Travailleurs au sein de l'*AfD* »), il faut le comprendre comme une déclaration de guerre aux syndicats et aux partis de gauche. L'*AVA*, « As-

27. Les gains de *Zentrum Automobil* sont dus aux pertes d'autres listes syndicales : les *Offensive Metall* (« Métallurgistes offensifs ») ont perdu deux sièges par rapport aux dernières élections et le syndicat *UAG'78 / Die Unabhängigen* (« UAG'78 / Les Indépendants ») a, quant à lui, perdu un mandat.

sociation alternative des travailleurs²⁸) appelle à pousser les « salariés, qui constituent le plus grand groupe socio-politique de la population, à s'engager à l'*AfD* (...) ». À ce titre, Jürgen Pohl, fondateur de *ALARM!*²⁹ (« Association alternative des travailleurs d'Allemagne centrale »), s'est exprimé en des termes particulièrement clairs lors d'un événement organisé le 1er mai 2017 à Erfurt : sans détours, il a appelé à « arracher la fête du travail des mains de ceux qui ont trahi les travailleurs » et à « continuer la lutte pour un patriotisme solidaire ». Cet appel a été suivi des faits lors des élections de comités d'entreprise de 2018 et dans le cadre de la campagne « Deviens délégué du personnel ». Ainsi, le camp d'extrême droite a tenté, à de multiples reprises, de récupérer à son compte des manifestations syndicales et de mettre en scène des scandales afin qu'ils soient relayés par les médias. Björn Höcke s'est particulièrement illustré dans cet exercice : accompagné de représentants d'*ALARM!*, ce dernier est parvenu à s'introduire dans une manifestation d'*IG Metall* contre la fermeture imminente de l'usine de Siemens à Erfurt, le 21 novembre 2017. *Zentrum Automobil*, adoptant une stratégie similaire, a tenté de se joindre aux manifestations contre la fermeture des usines de Siemens et de Bombardier à Görlitz, le 19 janvier dernier. Cette tentative a cependant pu être déjouée grâce au service de sécurité d'*IG Metall* et aux nombreux travailleurs attentifs et engagés.³⁰ Néanmoins, dans les mois qui ont suivi, le camp d'extrême droite a de nouveau tenté de perturber les manifestations ou rassemblements syndicaux, et d'en tirer un profit médiatique. Le risque d'escalade et le danger potentiel inhérents à ce type d'actions ne doivent pas être sous-estimés. L'incident survenu le 20 juillet 2018 ne laisse pas de place au doute : en marge d'une contre-manifestation organisée par le *DGB* lors d'un rassemblement de l'*AfD* à Hanau (à environ 30 km à l'est de Francfort), l'un des agents de sécurité du *DGB* a été attaqué par deux hommes, présumés membres de l'*AfD*, et étranglé jusqu'à ce qu'il perde connaissance.

Face à de tels actes, il semble d'autant plus important de s'intéresser de plus près à la stratégie d'intimidation et de provocation menée par l'extrême droite, mais aussi à

la politique économique et sociale de l'*AfD*, ainsi qu'aux discours et aux évolutions les plus récents, notamment dans le contexte des élections des comités d'entreprise de 2018 et en présence d'un comportement plus offensif chez les représentants d'*AidA*, d'*AVA*, d'*ALARM!*, de *Zentrum Automobil* et de leur toute nouvelle organisation sœur *DGLVS*³¹, « Syndicat des services des secteurs aérien, du transport et de la sécurité ». Comme l'a récemment souligné Michael Sommer, ancien président du *DGB*, « le mouvement syndical (...) doit se démarquer clairement des partis populistes et des mouvements d'extrême droite, qui remettent en cause, voire combattent activement, les valeurs fondamentales de notre société que sont la démocratie, le pluralisme et le respect des droits de l'homme » (Sommer, 2017, p. 8). Hans-Jürgen Urban, directeur général d'*IG Metall*, abonde clairement dans ce sens : « Nous avons besoin d'une stratégie double, en marquant notre différence d'une part et en tendant la main de l'autre. Marquer notre différence avec l'extrême droite, c'est refuser de tolérer le racisme ou les incitations à la haine, point barre ! Cela fait largement consensus au sein d'*IG Metall* » (cité dans Hebel, 2017).

En fin de compte, cependant, tout dépend des collègues sur le terrain, qui doivent chercher la confrontation directe avec les populistes d'extrême-droite au sein de leur entreprise et ne pas craindre d'entrer en conflit avec eux. Bien entendu, on ne peut exclure que les syndicats perdent quelques adhérents, mais, comparé aux possibles conséquences à long terme, ces départs devraient être supportables. D'autant plus que, jusqu'à présent (et malgré l'engagement de nombreux délégués du personnel et délégués syndicaux contre l'extrême droite ces dernières années), on ne trouve aucun exemple d'une véritable « vague de départs ». L'objectif devrait justement consister à entrer en dialogue avec les collègues qui ne se sont pas encore fait d'opinion définitive et qui se tournent vers l'*AfD* avant tout parce qu'ils sont déçus par les autres partis, plutôt que par conviction profonde. Les syndicats devraient redoubler d'efforts pour délégitimer l'extrême droite en rétablissant systématiquement la vérité des faits et en proposant des alternatives solidaires, conformément

28. *Alternative Vereinigung der Arbeitnehmer*

29. *Alternativer Arbeitnehmerverband Mitteldeutschland*

30. Un incident similaire s'est produit le 24 avril 2018, lorsqu'un petit groupe mené par Björn Höcke a tenté d'instrumentaliser un rassemblement syndical contre la fermeture imminente de l'usine d'Opel à Eisenach. Cette fois-ci, ce sont surtout des syndicalistes et des délégués du personnel engagés qui sont intervenus pour refouler les invités indésirables et qui leur ont finalement barré la route avec des bannières.

31. *Dienstleistungsgewerkschaft Luft Verkehr Sicherheit* : Le *DGLVS* a été fondé le 27 février 2018 à Hambourg, en tant que syndicat proche de l'*AfD* et s'adressant principalement au personnel d'aéroports. L'initiateur du *DGLVS* n'est autre que Robert Buck, porte-parole fédéral adjoint d'*AidA* et ancien membre du SPD et de la *Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft* (*ver.di*, « Union des syndicats des services »). Le rayon d'action de ce mini-syndicat d'extrême droite se limite actuellement à l'aéroport de Hambourg et le *DGLVS* n'a finalement pas participé aux élections de comité d'entreprise de 2018.

à l'esprit d'un « nouveau concept crédible de solidarité » (Bischoff et al, 2015, p. 83). Il est également nécessaire de dispenser une formation politique intensive aux collègues sur le terrain, auxquels il manque souvent les « outils » et les arguments permettant de contrecarrer les agitateurs d'extrême droite. Parmi les approches réussies en ce sens, on peut citer la « formation contre les discours de comptoirs³² », un coaching d'environ six heures permettant d'acquérir les compétences argumentatives nécessaires pour mettre en échec les raisonnements simplistes des sympathisants d'extrême droite. Tout comme le projet *SEDA*, « Sensibilisation, démocratisation et diversité dans le monde du travail³³ », piloté par le centre de formation du *DGB* et financé par le ministère fédéral allemand de la Famille, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse. Ce projet est explicitement consacré à la lutte contre les idéologies populistes, l'extrême droite et l'incitation à la haine à l'encontre de groupes cibles sur le lieu de travail, et vise à former des relais dans les entreprises, les administrations et les institutions publiques.

Dans sa dernière étude, commandée par la Fondation Friedrich-Ebert, Richard Stöss a développé un petit « guide d'action » listant les mesures pouvant être mises en place dans les entreprises. En voici un résumé :

- Renforcer les structures de base dans l'entreprise,
- S'exprimer en des termes clairs,
- Renforcer les relations de confiance,
- Débattre des missions et des objectifs des syndicats,
- Sensibiliser à une conscience historique,
- Être à l'écoute des salariés : quelles problématiques les préoccupent ? Quel est leur positionnement ?
- Explorer de nouvelles pistes [par exemple, via un parrainage de réfugiés par l'entreprise]
- Créer de nouveaux espaces d'échange approfondi
- Expliquer les conflits « culturels » dans un souci de pédagogie (cité dans Stöss, 2017, p. 90)

Par ailleurs, il est essentiel d'amener l'employeur à prendre sa part de responsabilité, par exemple au moyen d'accords d'entreprise ou de dispositifs de formation continue en interne (telles que la « Formation contre

les discours de comptoir » citée précédemment), afin de créer un socle de valeurs communes, au moins susceptible de contrarier les tentatives des populistes d'extrême droite de prendre pied dans les entreprises.³⁴

Actuellement, le véritable danger provient cependant moins des syndicats d'extrême droite que de certains cas de contamination ou de réorientation extrémiste qui, selon le sociologue Klaus Dörre de l'Université d'Iéna, spécialisé dans les mouvements syndicaux, « s'étendent jusqu'à certains responsables bénévoles et représentants du personnel élus » (cité dans Brandt et al., 2018). Le mouvement syndical est donc plus vulnérable de l'intérieur que de l'extérieur : à travers des délégués syndicaux qui organisent des voyages en bus pour se rendre aux rassemblements d'extrême droite et y assurent la sécurité, à travers des collègues élus aux comités d'entreprise via une liste syndicale et qui incitent désormais ouvertement à la haine contre les réfugiés dans la salle de pause, ou encore à travers des syndicalistes engagés qui décident soudain de faire campagne pour l'extrême droite. Certes, il s'agit pour l'heure de cas marginaux.³⁵ Néanmoins, ils donnent déjà un aperçu des conflits, querelles et discussions auxquels on peut s'attendre dans les années à venir au sein des syndicats. D'ores et déjà, les voix critiques se multiplient, reprochant notamment aux syndicats de s'être détournés de leur mission principale pour lui préférer la lutte contre l'extrême droite ces dernières années, et de s'être davantage penchés sur des problématiques relevant de la vie quotidienne que du monde de l'entreprise.

34. Rappelons que Dieter Zetsche, président du conseil de direction de Daimler AG, a lui aussi exprimé devant les médias son inquiétude concernant les délégués du personnel d'extrême droite de *Zentrum Automobil* lors des élections de comité d'entreprise de 2018.

35. Deux exemples particulièrement parlants : (1) dans le groupe d'opto-électronique Jenoptik d'Iéna, le délégué du personnel Denny Janowski, élu sur la liste d'*IG Metall*, est également responsable au sein du bureau régional de l'*AfD* de Thuringe, considérée comme particulièrement radicale (et dont le chef de parti et président du groupe parlementaire n'est nul autre que Björn Höcke, connu dans toute l'Allemagne pour ses déclarations extrémistes); (2) en mai 2018, Walter Metzinger, président adjoint du *DGB* du district de Guntzbourg (Bavière), a annoncé avoir été élu quelques semaines auparavant au poste de chef de district adjoint de la représentation locale de l'*AfD* et qu'il envisageait son nouvel avenir politique en son sein.

32. *Stammtischkämpferausbildung*: Cette initiative est supervisée par l'alliance fédérale *Aufstehen gegen Rassismus* (« Se lever contre le racisme »), fondée début 2016 et soutenue par de nombreux syndicats, partis et organisations (telles qu'Attac Allemagne, Naturfreunde, etc.), ainsi que par des personnalités.

33. Sensibilisierung, Demokratisierung und Vielfalt in der Arbeitswelt



Bibliographie

Bischoff, Joachim, Gauthier, Elisabeth, Müller, Bernhard, 2015. *Europas Rechte. Das Konzept des »modernisierten« Rechtspopulismus. Eine Flugschrift*. Hambourg.

Brandt, Klaus, Martus, Theresa, Sanches, Miguel, 2018. *Betriebsräte im Visier – Rechte machen in Unternehmen mobil*. Westdeutsche Allgemeine Zeitung (WAZ), 22/02/2018. [en ligne] <https://www.waz.de/politik/betriebsraete-im-visier-rechte-machen-in-unternehmen-mobil-id213511783.html> [consulté le 13/08/2018].

Huckenbeck, Kirsten, 2018. «Wenn mein blauer Arm es will...»; *Gespräch mit André Kaufmann über »Zentrum Automobil« und rechte »Alternativen« in Betrieben*. EXPRESS – Zeitung für sozialistische Betriebs- und Gewerkschaftsarbeit, n° 01-02/2018. [en ligne] <http://www.labournet.de/politik/gw/mitbestimmung/betriebsrat/blau-als-das-neue-braun-rechte-rufen-zu-betriebsratswahlen-auf/> [consulté le 13/08/2018].

Hebel, Stephan, 2017. *Gewerkschaften gegen Rechtspopulismus: »Wir laden keine Repräsentanten der AfD ein«; Interview mit Hans-Jürgen Urban*. Frankfurter Rundschau, 27/04/2017. [en ligne] www.fr.de/politik/gewerkschaften-gegen-rechtspopulismus-wir-laden-keine-repraesentanten-der-afd-ein-a-1267345 [consulté le 13/08/2018].

Müller, Jan-Werner, 2016. *Was ist Populismus? Ein Essay*. Bonn.

Sommer, Michael, 2017. *Geleitwort*. In: STÖSS, Richard. *Gewerkschaften und Rechtsextremismus in Europa*. Berlin: Fondation Friedrich Ebert, Forum Berlin/Politischer Dialog, p. 7–8.

Stöss, Richard, 2017. *Gewerkschaften und Rechtsextremismus in Europa*. Berlin: Fondation Friedrich Ebert, Forum Berlin/Politischer Dialog.

Tappe, Susanne, Link, Rainer, 2018. *Rechtspopulisten wollen Betriebsrat erobern*. Norddeutscher Rundfunk, 21/03/2018 [en ligne] <https://www.ndr.de/nachrichten/Rechtspopulisten-wollen-Betriebsraete-erobern,gewerkschaften132.html> [consulté le 13/08/2018].



L'auteur :

Björn Allmendinger dirige la *Arbeitsstelle Rechtsextremismus und Gewalt* (ARUG, « Unité Violences et extrême droite ») de Braunschweig et le *Zentrum Demokratische Bildung* (ZDB, « Centre pour l'éducation démocratique ») de Hanovre et de Wolfsburg. L'ARUG et le ZDB sont des institutions indépendantes de la *Bildungsvereinigung Arbeit und Leben Niedersachsen* (« Association éducative pour l'emploi et la vie en Basse-Saxe »), une organisation fédérale fondée en 1948, proche des milieux syndicaux et proposant des formations pour jeunes et adultes. Chaque année, l'organisation accompagne près de 44 000 adolescents et adultes grâce l'étendue de son offre éducative.

La présente analyse des mouvements populistes d'extrême droite dans le monde du travail est basée sur l'article « Hetzer entlarven - Demagogen entzaubern » (« Démasquer les extrémistes - démystifier les démagogues ») tiré de l'ouvrage co-écrit par Björn Allmendinger, Joachim Fähmann (IG Metal Wolfsburg) et Klaudia Tietze (de l'association « Mach meinen Kumpel nicht an! »¹, de Düsseldorf) : *Von Biedermännern und Brandstiftern. Rechtspopulismus in Betrieb und Gesellschaft* (« Honnêtes hommes et pyromanes. L'extrême droite dans le monde de l'entreprise et dans la société »), publié en novembre 2017 par le VSA-Verlag Hamburg et présenté au grand public lors du Salon du livre de Leipzig de 2018.

Editeur

Friedrich-Ebert-Stiftung Paris | 41 bis, bd. de la Tour-Maubourg
75007 Paris | France

Tel. +33 1 45 55 09 96
www.fesparis.org

Contact:
fes@fesparis.org

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie : la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

Altissimo, Alice; Herz, Andreas; Schröer, Wolfgang

La mobilité des jeunes – Un moyen de renforcer la société civile en Europe
<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14718.pdf>

Daubner, Lukas

Le positionnement politique des jeunes en Allemagne
<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14717.pdf>

Schulze, Bodo; Wulf, Herbert

Penser la sécurité de demain – Plaidoyer pour un nouveau mot d'ordre européen pour la politique de paix et de sécurité
<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14463.pdf>

Steinhilber, Jochen

A la recherche d'un sentiment d'appartenance
<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14441.pdf>

Saxer, Marc

Pour un patriotisme progressiste – Ou comment les progressistes devraient se réapproprié le concept de patriotisme
<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14372-20180418.pdf>

Betzelt, Sigrid; Bode, Ingo

Peur sur l'Etat-providence – Causes et conséquences
<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14331.pdf>

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.